



L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 6 au 19 octobre 2014 – n°160**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Pas de business sur le dos du climat Par Paule Masson

S'agit-il encore de promesses creuses, ou les politiques vont-ils enfin reprendre la main sur la toute-puissance des multinationales ? L'heure n'est plus aux demi-mesures.

La semaine qui s'est ouverte à l'ONU a le mérite d'extraire le débat politique des petits calculs étriqués d'un ancien président qui ne sait plus comment faire peau neuve. À New York, on se fiche bien de savoir si Sarkozy est subitement devenu « gentil ».

Avant que l'Assemblée générale n'évoque les graves problèmes du monde, le sort de la Palestine, la lutte contre « l'État islamique », l'épidémie d'Ebola, la guerre, la paix... 120 chefs d'État se réunissent pour parler de l'avenir de la planète.

Six ans après l'échec de Copenhague qui avait vu capoter tout accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le monde est au pied du mur sur la question du climat. La séquence qui s'ouvre à New York s'achèvera à Paris.

La France va accueillir fin 2015 au Bourget la conférence internationale sur le réchauffement climatique (COP21). Avec d'autres pays membres des Nations unies, elle plaide pour négocier « un accord universel contraignant et ambitieux » qui permette de contenir le réchauffement climatique en deçà des 2 degrés.

S'agit-il encore de promesses creuses, ou les politiques vont-ils enfin reprendre la main sur la toute-puissance des multinationales ?

L'heure n'est plus aux demi-mesures. La planète se réchauffe dangereusement du fait des activités humaines. Sur ce point, les certitudes ont remplacé les questions.

Continuer de faire tourner le monde autour de la mise en concurrence des peuples et des salariés, de la course à la compétitivité des industries, du soutien aux agricultures intensives ou de la libéralisation des échanges, c'est à coup sûr délivrer un permis de polluer mortifère.

Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, a souhaité placer le sommet sous le signe des solutions. Mais le projet qu'il va semble-t-il présenter reste flou sur l'essentiel.

Alors, à qui laisse-t-on les clés de l'avenir ? À la main aveugle du marché ou au sens du bien commun ? Faute d'avoir pris des mesures plus tôt, le basculement est déjà à l'œuvre.

Tout est maintenant question de volonté politique.

**LES CAPITALISTES
ONT TOUT FAUX**



FAITES DU **PCF** VOTRE BIEN COMMUN. ADHÉREZ

SOMMAIRE

P1 **Édito - Sommaire**

P2-4 **Agenda**

P4 Huma Dimanche du 2 octobre ; A voir ou revoir sur l'internet ; Pétitions en ligne

P5 Sommet climat ONU : pour de grandes politiques publiques ; Femmes de chambre du Hyatt: elles ont dit non à la précarité, elles ont gagné

P6 Loi antiterroriste : Non au « French patriot act » ! ; "IVG en Espagne: la détermination et le rassemblement ont été décisifs" ; Exécution d'Hervé Gourdel: consternation et indignation ; Assassinat de Hervé Gourdel : Détestable tentation islamophobe !

P7 L'État Islamique est d'abord une entreprise qui fait des profits financiers grâce à la terreur. ; Sénat : Un groupe communiste et citoyen plus que jamais utile aux populations, aux collectivités territoriales et à la gauche

P8 Congé parental : de qui se moque-t-on ? ; PLFSS : prenons l'argent ailleurs que dans les poches des familles ; PMA : Sarkozy veut inscrire la discrimination dans la Constitution ; Évacuation des moulins Maurel : La gauche doit choisir le camp des salariés ; A lire

P9 L'INSEE sonne le glas de la politique économique gouvernementale ; Venezuela : Le PCF condamne l'assassinat du député Robert Serra ; Charles Dobzynski nous a quittés : Hommage à un grand poète de notre temps

P10 Appel à lutter contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie ; Plan choc du MEDEF : un million de bobards pour continuer la destruction sociale ! ; Mexique : soutien aux manifestants d'Iguala ; Un franco-palestinien emprisonné en Israël ! Libérez Raed !

P11 Communiqué de la FMJD sur la "coalition internationale" et le combat contre DAESH ; Licenciement d'une étudiante pour avoir passé ses examens

P12-13 **Une protection sociale universelle**

P14-15 **TAFTA, non !**

P16 **Free Barghouthi**

P17 **Convergence Palestine**

P18 **Hollande – Valls - Sarkozy : il n'est de pire sourds que ceux qui ne veulent pas entendre**

P19 **Intermittents : une lutte justifiée**

P20 PLF 2015: les étudiants n'en peuvent plus d'avaloir des couleuvres ; « Yes means yes » : adoption d'une loi anti-viol aux États-Unis ; Réforme de la taxe d'apprentissage : le gouvernement empêche les jeunes de réussir ! ; Aidons l'Huma

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Réunion Collectif urgence Gaza

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur,
projection de films. Échangeons sur nos points de vue et
sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce
quai illégalement privatisé par quelques-uns

**Lundi 6 octobre 7h50, Pierre Laurent sera l'invité de
Roland Sicard sur France2 4 vérités.**

18H réunion collectif Palestine

Mardi 7 octobre 19H réunion Les Amis de la Terre

De 18h30 à 20h au Café des Négociants 168, rue Pertuiset
à Bonneville : Café-Débat : «Peut-on croire à l'Astrologie?»
» Animé par Marciane Varenne, astrologue humaniste

Mercredi 8 Alterlocal 20h La violence des ultra riches
Présentation du travail des sociologues et anciens
directeurs de recherche au CNRS Michel et Monique
Pinçon-Charlot. Les riches font subir au reste de la société
une violence inouïe. Les sociologues dénoncent un
processus de déshumanisation, une logique de prédation,
une caste qui casse le reste de la société. Et invitent à
organiser une « vigilance oligarchique » : montrer aux
puissants que leur pouvoir n'est pas éternel !

Jeudi 9 Alterlocal 20h Ondes Science et Manigances Un
documentaire sur la question des ondes
électromagnétiques, dévoile comment les industriels de la
téléphonie, manipulent la science, pour obtenir une
réglementation qui leur soit favorable. Le film suit des
lanceurs d'alerte, citoyens, journalistes, scientifiques qui,
en France, Suède, Belgique, Suisse, Italie, dénoncent les
mensonges du lobby de la téléphonie Mobile, révèlent des
documents compromettants pour les industriels. Et
déjouent leurs manigances devant la caméra.

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 10 octobre A partir de 18h au jardin des
Incroyables Comestibles (3 rue du travail à Annecy) disco-
soupe. Le principe est de participer dans une
manifestation contre le gaspillage alimentaire en musique
et apprendre sur comment récupérer les restes et
promouvoir une alimentation saine et équitable. S'agit de
récupérer les aliments invendus des commerçants et faire
une soupe à partager. Pour une alimentation locale, saine
et juste. L'alimentation riche en nutriment, diversifié et
accessible à tous. VENEZ NOMBREUX AVEC VOS
COUVERTS, BOLS, ET ECONOMES contact:
elisa.novoa@wecf.eu <http://discosoupe.org/event/discosoupe-annecy-bonne-juste>

20h30 à l'École Lucie Aubrac à Ayze Conférence
Neurosciences N° 1 « Voyage dans l'intimité du cerveau -
Organisation, développement et plasticité » par Marcel
TAPPAZ, Neurobiologiste, Directeur de Recherche CNRS
honoraire

Samedi 11 octobre initiative Convergence Palestine Annecy

**Manifestation Genève contre la dictature des
multinationales**



**JOURNEE
EUROPEENNE
D'ACTION
CONTRE LA
DICTATURE DES
MULTINATIONALES**

**SAMEDI 11 OCTOBRE A GENEVE
14h30 – MANIFESTATION**

départ de l'Esplanade du Mont Blanc (sortie gare Cornavin)

précédée à 10h30 d'une rencontre militante

**Information et débats, avec la participation de T. Porcher,
Docteur en économie, à l'Aula d'Uni-Bastions, 1er étage, Rue de
Candolle, 4 - tram 15, arrêt Cirque ou Plainpalais.**

**Pour empêcher la signature des accords
internationaux qui permettraient à ces firmes:**

- **de mettre la main sur nos services publics**
- **de balayer nos normes de protection
environnementales, sanitaires, sociales...**
- **d'imposer leur loi à nos gouvernements.**



TROP SECRETS POUR ETRE HONNETES !

**Ces traités, préparés par et pour les
multinationales, sont négociés dans le plus grand
secret par nos dirigeants. Ils visent tout
simplement à transférer le pouvoir des citoyens
vers les actionnaires.**

**Des lois comme celles nous protégeant de la viande
aux hormones, des OGM ou des gaz de schiste
seront balayées si ces traités entrent en vigueur.**

**NOUS DEVONS FAIRE SAVOIR DANS LA RUE
AUX ELUS NATIONAUX ET EUROPEENS QUE
NOUS NE L'ACCEPTERONS PAS !**

*Manifestation coorganisée par les Collectifs STOP TISA de
Genève et STOP GMT de Haute Savoie avec le soutien de :
En France, Les Amis de la terre 74, Artisans du monde
Annemasse, ATTAC 74, les Citoyens résistants d'hier et
d'aujourd'hui, le Collectif non au gaz de schiste Pays de Savoie
et de l'Ain, la Ligue des droits de l'homme Rhône-Alpes, Thonon
écologie Le défi vert, la Fédération syndicale unitaire 74, l'Union
syndicale solidaires 74 et SUD 74, Europe écologie les verts
Région Savoie, le Mouvement politique d'émancipation populaire
74, le Nouveau parti anticapitaliste 74, le Parti communiste
français 74, le Parti de gauche 74*

*En Suisse, ATTAC, UNIA, Communauté genevoise d'action
syndicale, Syndicat des services publics, Syndicat
interprofessionnel des travailleuse et des travailleurs, Gauche
anticapitaliste, Mouvement vers une révolution citoyenne, Parti
du travail, solidaritéS,*

MERCI DE NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

Les Amis de la Terre 74 ont réservé un car et proposent l'aller retour à 10€. RV 9h devant école René Cassin, Cran Gevrier (parking souterrain Chorus libre accès le samedi)

Inscription par mail à contact@amisdelaterre74.org, validée par un chèque ou espèces à Les Amis de la Terre 74, 23 allée des Harmonies, Cran Gevrier avec les noms et prénoms des personnes inscrites.

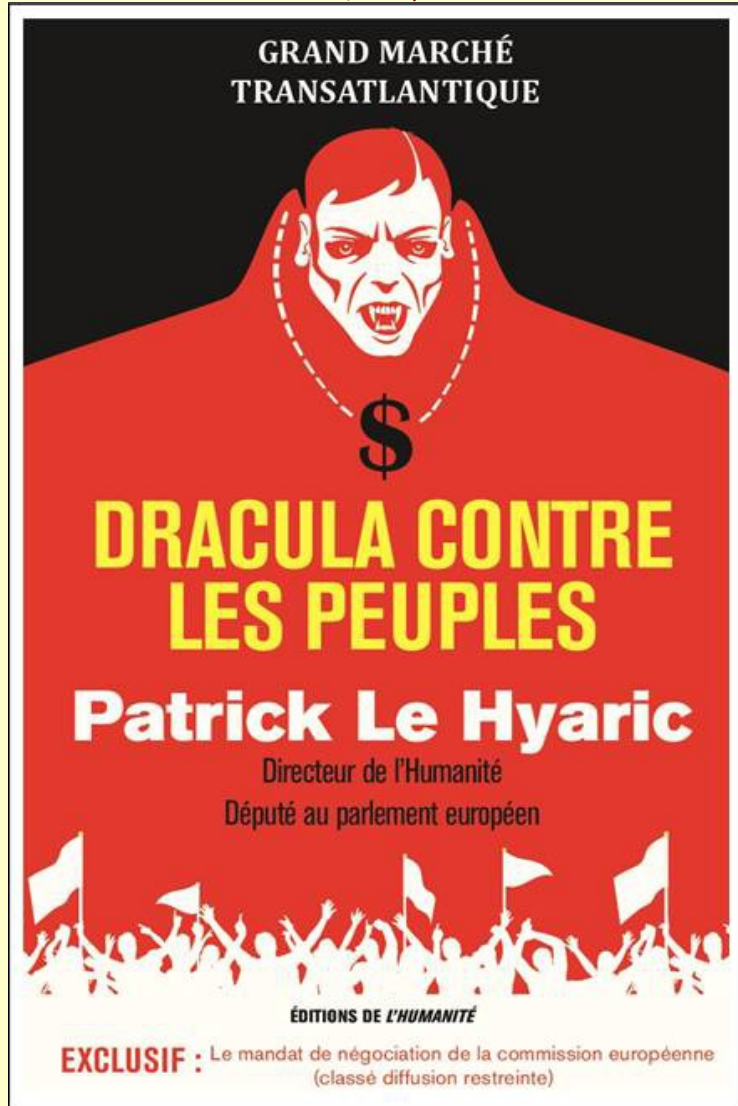
GMT, TAFTA, CETA, TiSA : qu'est-ce que c'est ? Ces sigles désignent des accords de libre-échange et d'investissement négociés dans le plus grand secret. S'ils sont adoptés, ils consacreront la domination des multinationales sur nos sociétés, au détriment des citoyens et de la démocratie. Sous couvert d'une hypothétique relance de la croissance, ces accords s'attaquent aux normes sociales, financières, sanitaires, culturelles et environnementales. Si elles s'estiment lésées, les multinationales pourront poursuivre les états devant des tribunaux privés d'arbitrage, hors de tout contrôle démocratique. Ces accords menacent de mettre en péril ce qui rend nos sociétés encore vivables.

Plus d'infos ici :

<http://stoptafta.wordpress.com/>

<https://www.collectifstoptafta.org/>

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



Et après : toutes et tous à l'Alterlocal !!! Programme :

* 18h : Ouverture des portes

* 19h : Projection d'un documentaire pour tout vous expliquer sur le Grand Marché Transatlantique

* 20h : Discussion collective autour d'une soupe

* 21h : Concerts

* PADASHTI LISTA : Chants polyphoniques des Balkans, interprétés par 5 femmes, Chambéry.

A écouter sur : <http://padashti-lista.bandcamp.com/>

* JUNIOR HIMSELF : One man band, Urban country music
GOOD ON YOU!

Junior's back in town on is own, with his heart and soul.

So come and kick back with a smile and a beer,

With your lover or your broken heart..

STEP RIGHT UP, STEP RIGHT UP!

Dimanche 12 octobre forum des associations Anecy
journée ZEN villa Abeille contre le centre des Congrès

Mercredi 15 Alterlocal 20h Conférence gesticulée "Sommes nous en démocratie ?" jouée par la compagnie Remue-Méninges

Un patient qui incarne «le peuple», une visite chez son médecin psychanalyste et philosophe. Comme tous les patients, il cherche à comprendre et à soigner sa pathologie. C'est le prétexte pour nous interroger, ensemble, sur le régime politique dans lequel nous vivons.

TOUS DANS L'ACTION ET LA GREVE LE 16 OCTOBRE !

A CHAMBERY Dans le cadre de la venue de plusieurs Ministres au Manège **RASSEMBLEMENT A 12H A LA CAF Avenue Jean Jaurès et défilé jusqu'à la SÉCURITÉ SOCIALE, la MSA et direction le MANEGE**

EN TARENTEISE 10H A LA LECHERE DEVANT LA STELE AMBROISE CROIZAT

20h Alterlocal Atelier en partenariat avec les Incroyables Comestibles <https://www.facebook.com/pages/Incroyables-Comestibles-Ancecy/214370905418229?ref=ts&fref=ts>

Atelier de fabrication de lombricomposteurs pour l'hiver, méthode simple et gratuite. Bacs en frigolite fournis.

20h30 au Collège Samivel à Bonneville: Les jeudis de l'Université Populaire - Cycle « violence et délinquance » N° 1

vendredi 17/10 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

18H La savoyarde Montmélian Assemblée Générale PCF 73

19H Alterlocal Soirée féministe : l'association Osez Le Féminisme ! 74 vient présenter ses actions

Créée il y a un an, l'antenne départementale d'Osez Le Féminisme ! a pour objectif de sensibiliser la population du territoire haut-savoyard aux inégalités et aux violences qui persistent entre hommes et femmes. Cette réunion sera l'occasion de présenter les actions prévues pour l'année à venir et de proposer à celles et ceux qui souhaitent agir de s'impliquer selon leurs possibilités.

Site d'OLF : <http://www.osezlefeminisme.fr/lassociation-osez-le-feminisme>

Site d'OLF 74 : <https://fr-fr.facebook.com/OsezLeFeminisme74>

Samedi 25 et dimanche 26 octobre Fête des Allobroges du PCF73

la Fête des ALLOBROGES

CHAMBÉRY
Salle des Conventions
Parc des Expositions
25 et 26 Octobre 2014

OPIUM DU PEUPLE
Sans Pré tension
Jacques Pichaud

Restaurants
Buvettes
Jeux / Expos
Débats

2 jours de fête pour 12€ en prévente, 17€ sur place
Renseignements/Réservations : 04 79 62 04 13
Organisée par "Les Allobroges Savoyards" le journal départemental du PCF savoie.pcf.fr

L'HUMANITÉ DIMANCHE

LE SORT DE L'AMÉRIQUE LATINE SE JOUE AU BRÉSIL

SPÉCIAL MONDIAL DE L'AUTOMOBILE À PARIS
2 litres aux 100... Le défi français

POURQUOI VALLS JOUE AVEC NOS PEURS

LIRE PAGES 22 A 28

A voir ou revoir sur l'internet

Olivier Dartigolles sur LCI 10 oct. 2014
Partie 1 http://www.dailymotion.com/video/x275lxn_o-dartigolles-sur-lci-10-oct-2014-partie-1-2_news
Partie 2 http://www.dailymotion.com/video/x275lvc_o-dartigolles-sur-lci-10-oct-2014-partie-2-2_news
Pierre Laurent à la manifestation des intermittents - 1 octobre 2014
http://www.dailymotion.com/video/x273a6p_pierre-laurent-a-la-manifestation-des-intermittents-1-octobre-2014_news
Intervention militaire en Irak - Intervention de Pierre Laurent au Sénat http://www.dailymotion.com/video/x2617w5_intervention-militaire-en-irak-intervention-de-pierre-laurent-au-senat_news
Hécatombe dans l'agroalimentaire breton
http://www.dailymotion.com/video/x26usif_hecatombe-dans-l-agroalimentaire-breton_news
Pierre Laurent invité de des paroles et des actes 18/9/2014
http://www.dailymotion.com/video/x2699lt_pierre-laurent-invite-de-des-paroles-et-des-actes-sur-france-2_news
Pierre Laurent L'affirmation de la paix est le plus grand des combats
http://www.dailymotion.com/video/x25xxy0_pierre-laurent-l-affirmation-de-la-paix-est-le-plus-grand-des-combats-fete-de-l-humanite-2014_news
Fête de l'Humanité 2014
Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»
<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>
Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pessant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>
Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>
PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstopafta.org>

Sommet climat ONU : pour de grandes politiques publiques

C'est aujourd'hui que se tient, à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, à New York, le sommet sur le climat auquel tous les chefs d'États membres sont appelés à participer pour donner un nouvel élan à la lutte contre les changements climatiques.

Sont également conviés à se joindre les représentants du monde la finance, de la société civile

ainsi que des représentants locaux issus de secteurs public et privé. Chacun-e est appelé-e à formuler des solutions pour inciter à l'action et des mesures audacieuses visant à réduire les émissions, à renforcer la résistance aux changements climatiques et à mobiliser les volontés politiques en vue de parvenir à un accord juridique significatif en 2015 à Paris.

Cette nouvelle initiative est importante pour contribuer à surmonter l'inaction climatique des chefs d'États alors que les conclusions du 5ème rapport du GIEC confirment l'activité humaine comme principal vecteur des changements climatiques que nous constatons déjà à l'heure actuelle.

Rien n'est plus urgent que de se concerter et d'agir pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C en 2100.

La prise de conscience citoyenne grandit comme on l'a vu ce 21 septembre partout dans le monde avec les marches pour le climat organisées par les ONG dans de grandes villes ou le développement de villages Alternatiba en France. De très nombreuses organisations syndicales multiplient les actions avec les salariés et les partis progressistes engagent des campagnes de mobilisation avec les populations pour préserver l'environnement. Nous devons travailler à la convergence de ces mouvements comme le propose la vice-ministre chargée des négociations sur le climat du Venezuela au travers du processus Social PreCOP en opposition au Business Precop ou bien encore au travers du Forum Alternatif organisé par le PGE en mai prochain, un nouvel espace politique ouvert à toutes les forces politiques de gauche, sociales et syndicales d'Europe..

Le PCF contribue à ce mouvement et compte bien amplifier son intervention.

Ainsi, mardi 16 septembre, nous avons pris l'initiative d'une première rencontre internationale réunissant des partis politiques progressistes de tous les continents (Europe, Amérique Latine, Asie, Afrique) afin d'examiner ensemble le contenu et le calendrier d'une campagne citoyenne mondiale pour faire entendre la voix des peuples du monde lors de la COP 21 à Paris, en 2015. Les partis politiques progressistes sont décidés à prendre toute leur place dans le combat pour la préservation de la planète, du climat et de l'humanité. Ils sont, en lien avec les populations, des acteurs incontournables des choix de société à venir et d'une ambition : se débarrasser du libéralisme responsable de tant de gâchis et de la sur exploitation des ressources naturelles. Ils souhaitent travailler à dégager une vision solidaire de ce que devrait être une société « post-carbone » et agir concrètement pour dépasser l'égoïsme des pays riches qui veulent avant tout préserver leurs intérêts.

C'est pourquoi nous voulons agir ensemble, avec nos populations, pour l'émergence d'une dynamique citoyenne internationale afin d'interpeller, sur le terrain politique, les chefs d'États des pays riches sur leur niveau d'engagements de réduction de leurs émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et aussi pour créer les conditions d'une véritable solidarité internationale (financière et technologique) en direction des pays en développement en rien responsable de la situation actuelle.

Si le cadre onusien est adapté au débat mondial entre états, entreprises, ONG et associations d'élus locaux nous considérons que le monde de la finance et des assurances qui spéculent sur le climat, représentants assidus du capitalisme vert et promoteurs des Partenariats Publics Privés (PPP), n'y ont pas leur place.

Le PCF demande d'ailleurs que les Conférences internationales de Lima et de Paris soient dégagées des contingences de sponsoring et de lobbying des grandes multinationales des industries fossiles et de la finance qui veulent peser sur le contenu des négociations et tirer de nouveaux profits au service des intérêts de leurs firmes et surtout de leurs actionnaires.

Au contraire, il est indispensable que l'ONU crée les conditions du développement de grandes politiques publiques, dans chaque pays, mises en vie par des services publics de qualité dans de larges secteurs de la société (Énergie, transports, logement, industrie, agriculture...).

Développer de larges politiques et services publics demande donc d'en finir avec la réduction de la dépense publique et les politiques d'austérité, de stopper leurs dérégulations et donc de combattre tous les accords de libre échange (dont le Grand Marché Transatlantique) qui veulent passer par-dessus les peuples pour détruire les services publics au profit des marchés.

Il est déterminant d'engager les réformes fiscales qui permettent dans un même mouvement de lutter contre les inégalités sociales et environnementales partout dans le monde.

Les services publics dont les budgets doivent être accrus avec des fonctionnaires formés sont la meilleure garantie de la qualité de services rendus aux populations et de coopérations utiles au développement humain durable sur toute la planète en lien avec les aspirations au mieux vivre des peuples.

Parti Communiste Français
Paris le 23 septembre 2014

"Femmes de chambre du Hyatt: elles ont dit non à la précarité, elles ont gagné." (L. Cohen)



Derrière les halls magnifiques des hôtels de luxe, la colère des femmes de chambre aux conditions de travail et de salaires indignes.

Elles sont passées de la catégorie luxe à la catégorie grève et elles ont gagné.

Belle victoire que la leur qui se traduit par des augmentations de salaire conséquentes, la baisse des cadences, un treizième mois.

Cette victoire fait maintenant des émules dans d'autres hôtels de prestige. Avec ce bel exemple de détermination entre salariée et syndicat et le soutien des élu-es communistes, les dirigeants des grands groupes doivent s'en convaincre: ils n'ont pas encore gagné l'application du petit livre jaune de Pierre Gattaz.

Les luttes des salarié-es sont les meilleures antidotes de la précarité.

Vendredi 26 septembre
Laurence Cohen

Sénatrice, responsable nationale de la commission droits des femmes, féminisme du PCF.

Loi antiterroriste : Non au « French patriot act » !

Dans la droite ligne des nombreuses lois votées sous les gouvernements de droite, Manuel Valls et son ministre de l'intérieur viennent de proposer une loi destinée à lutter contre l'embrigadement dans des « parcours de radicalisation » terroristes. L'objectif affiché est d'empêcher les gens de rejoindre des zones de combat, ou de se radicaliser sur internet. Dans un contexte politique global d'islamophobie et de montée des discriminations, cette énième loi de circonstance est justifiée par le gouvernement suite aux départs de Français en Syrie pour rejoindre les groupes djihadistes et ne cible encore une fois qu'une partie de la population française. Quid, par exemple, des français partant combattre en Ukraine, dans chacun des camps qui s'affrontent ?

L'émotion est une nouvelle fois instrumentalisée à géométrie variable. Mais pour quel résultat? Le projet de loi reprend une logique générale de contournement du juge, pour laisser à la police toute liberté d'agir. Dans une démocratie, cela pose problème : la séparation des pouvoirs, le jugement contradictoire avec la possibilité de se défendre, la publicité de la justice, sont des fondements importants de l'État de droit. Il s'agit encore là d'une bonne occasion de restreindre les droits fondamentaux, les libertés publiques et finalement de rogner un peu plus sur la démocratie sous prétexte de plus de « sécurité » ou d'efficacité.

En outre, l'article 1 instaure une possibilité d'interdiction de sortie du territoire pour des personnes, majeures ou mineures, sur lesquelles pèse un soupçon de volonté de rejoindre des zones de guerre. La restriction de la liberté de circulation d'un individu est une atteinte aux droits fondamentaux qui doit être motivée par des raisons graves et explicites. Dans quel État de droit peut-on imaginer empêcher un individu de quitter le territoire en se basant sur des soupçons ou des suppositions ? Sans parler de la possibilité de bloquer des sites internet qui n'est finalement qu'une simple mesure de communication tant on sait la difficulté de la mettre en place.

Finalement, comme Nicolas Sarkozy en son temps, le gouvernement choisit, contre toutes les traditions issues de la Révolution Française, d'avancer vers une subjectivisation à outrance de l'infraction pénale, de passer d'un droit pénal du crime vers un droit pénal du criminel, avec toutes les conséquences que l'on connaît quant au risque d'arbitraire et d'atteintes aux libertés individuelles. Derrière une problématique réelle qui est celle de jeunes français fanatisés s'engageant dans des guerres à l'étranger, le gouvernement fait le choix de répondre par une loi d'exception, créée sous le coup de l'émotion par un discours désignant un ennemi de l'intérieur. Résolument opposés à la guerre et au terrorisme, nous ne pensons pas que ce genre de mesures aura un quelconque effet. Ainsi, le Parti Communiste Français s'oppose fermement à cette nouvelle loi.

Fabien GUILLAUD BATAILLE,
Responsable national sécurité/justice pour le PCF

"IVG en Espagne: la détermination et le rassemblement ont été décisifs"

C'est avec satisfaction que les communistes français viennent d'apprendre l'abandon de la loi anti-avortement par le gouvernement Rajoy. La mobilisation des mouvements féministes, des syndicats, des forces progressistes, en Espagne et en Europe, a contribué à ce renoncement.

Dans une période de grave crise, de remise en cause un peu partout du droit à l'avortement, si chèrement acquis, c'est une avancée à saluer.

Une fois de plus, la détermination et le rassemblement ont été décisifs, même si nous ne sommes pas dupes des calculs politiques du gouvernement Rajoy dans cette période pré-électorale.

Nous restons solidaires de nos sœurs espagnoles pour empêcher toute régression et très mobilisés en France pour que le droit à l'avortement ne soit pas entravé par les fermetures de Centres d'Interruption Volontaire de Grossesse.

"Exécution d'Hervé Gourdel: consternation et indignation"

C'est avec consternation et indignation que nous venons d'apprendre la mort tragique d'Hervé Gourdel, décapité par le groupe «Jund al-Khilafa».

Les mots pour d'écrire cet acte barbare n'existent pas, tant l'horreur est sous nos yeux.

Pierre Laurent, au nom du PCF, présente à la famille ainsi qu'aux proches d'Hervé Gourdel toutes ses condoléances et la solidarité des communistes dans cette terrible épreuve.

La Cour internationale de La Haye doit être saisie, l'ONU et les états membres doivent lui donner les moyens d'investiguer et de juger tous les coupables, des commanditaires aux bourreaux.

Assassinat de Hervé Gourdel : Détestable tentative islamophobe !

Après les multiples déclarations de colère de tous milieux face à l'assassinat de Hervé Gourdel, après les déclarations de nombreuses organisations musulmanes, après l'émotion exprimée, sur les réseaux sociaux, par de très nombreux anonymes horrifiés que l'on puisse commettre de tels atrocités au nom de leur religion, on aurait pu penser que l'esprit de responsabilité l'emporterait sur la tentation de la polémique islamophobe.

C'était sans compter sur l'initiative du Figaro * qui a mis, ce jeudi 25 septembre, un sondage sur internet : « Assassinat d'Hervé Gourdel : Estimez-vous suffisante la condamnation des musulmans de France ? ».

Une telle question supposerait qu'un possible lien existe entre l'islam et le terrorisme ; la communauté musulmane serait ainsi sommée de se désolidariser de la barbarie devant fournir des preuves sur sa distance avec des fanatiques qui justifient leurs crimes par la religion.

C'est cette escalade islamophobe insuffisamment dénoncée par les responsables politiques (déclarations méprisantes sur l'islam, profanations de mosquées, agressions de femmes voilées, insultes, discriminations) et insuffisamment sanctionnée qui entretient l'idée du musulman nouvel ennemi de l'intérieur et l'inadmissible théorie du Choc des civilisations. Le Parti Communiste condamne ce climat insupportable et celles et ceux qui l'entretiennent. Depuis la publication, en avril dernier, du rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme qui a conclu à la hausse, depuis 4 ans, des paroles et des actes racistes, à l'intolérance religieuse envers les musulmans, depuis que la CNDCH a conclu à la reconnaissance d'un nouveau racisme l'islamophobie, nous attendons, depuis 6 mois, des engagements et des actes forts du Gouvernement Valls contre le racisme qui gangrène le vivre ensemble et fragmente toujours plus la société ! Il y a urgence.

Fabienne HALOUI

Responsable nationale de lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits au Parti Communiste Français

* Devant l'indignation exprimée sur les réseaux sociaux, le Figaro a fini par retirer le sondage qu'il avait mis en ligne ce matin

L'État Islamique est d'abord une entreprise qui fait des profits financiers grâce à la terreur.

Hommage à la mémoire d'Hervé Gourdel

La lutte contre le terrorisme est une priorité pour les communistes. Le meurtre de notre compatriote, Hervé Gourdel, nous rappelle que des groupes structurés sont prêts à tout pour faire régner la peur et la haine.

Les communistes participeront à tous les hommages nationaux ou locaux en la mémoire d'Hervé Gourdel dans le respect strict des volontés exprimé par sa famille.

Les communistes y participeront pour apporter à la famille et aux proches de la victime toute leur solidarité dans ce moment si difficile et douloureux pour eux. Nous réaffirmons notre indignation face à la cruauté et l'inhumanité des assassins d'Hervé Gourdel et face à celles de tous ceux qui se réclament du djihadisme.

Les communistes y participeront pour réaffirmer que face à ce déchaînement de violence et de haine, ils travailleront sans relâche à la cohésion de notre peuple dans toutes ses composantes et sans discrimination dans la lutte pour l'égalité, la justice et la solidarité.

Les Français ne tomberont pas dans le piège tendu par les terroristes, ou certains extrémistes de l'ordre nouveau. Aucune religion ne prône le recours à une telle barbarie et ne peut servir à justifier de tels actes de terreur. Nous saluons toutes celles et tous ceux qui se lèvent pour manifester leur liberté de conscience et dire non au terrorisme.

« Guerre » contre le terrorisme ou « lutte » contre le terrorisme ?

Le meurtre d'Hervé Gourdel met en premier plan la lutte contre les organisations terroristes. La sémantique n'est pas neutre.

La « guerre » contre le terrorisme préconisée par le président de la République fait référence aux mots et à la politique de G.W. Bush après le 11-Septembre.

13 ans plus tard, nous voyons bien que cette stratégie est un échec et un désastre.

Un échec car elle nie que la structuration de ces groupes terroristes a été et est encore aidée par des puissances internationales et régionales comme l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et les États-Unis eux-mêmes tant qu'ils servaient leurs intérêts ou servaient à diviser les peuples sur lesquels l'« Occident » prétend maintenir sa domination. Aujourd'hui les monstres échappent à leurs créateurs.

Un désastre parce que les 4 000 milliards de dollars mis dans cette « guerre » ont ont pour résultat d'être passé d'1 foyer de djihadistes dans le monde à 13.

Il faut donc changer de politique.

Le PCF souhaite qu'une véritable stratégie de lutte contre le terrorisme se mette en place. Cela nécessite d'avoir des objectifs clairs et les moyens financiers et humains d'agir sans compromettre les libertés individuelles. Cela suppose de sortir d'une logique de domination économique, politique et militaire au profit d'une logique de coopération, de développement, de démocratie.

Les meurtres antisémites d'un Merah ou encore le cafoillage du week-end dernier à l'arrivée de 3 djihadistes en provenance de Turquie montrent que notre système de renseignements et de sécurité intérieur ont de sérieuses lacunes.

Les renseignements généraux et les services antiterroristes ont-ils les moyens techniques et humains pour remplir leurs missions ? et surtout quelles sont les priorités et modalités de leur mission ? Le dispositif juridique et législatif de notre pays est suffisant pour répondre à la menace terroriste, il faut encore l'appliquer, et ce dans le respect des droits et libertés.

Le Parlement n'est pas assez associé aux objectifs et moyens mis en œuvre. C'est indispensable pour éviter toute tentation de dérives autoritaires.

Non à la guerre, oui à des mesures coercitives contre Daesh

Est-ce que les frappes aériennes menées par la France en Irak et par les États-Unis en Syrie vont empêcher ce qui s'est passé en Algérie avec le meurtre d'Hervé Gourdel ? A l'évidence non !

La France doit être unie derrière la famille d'Hervé Gourdel. Dans un moment tel que celui-là, la recherche de cohésion s'impose, mais elle ne peut se traduire par taire le débat qui existe sur la manière de mener efficacement ou non la lutte contre le terrorisme, et sur l'aide à apporter à ceux qui en Irak et en Syrie combattent l'« État islamique ».

La force du mouvement Daesh, c'est à la fois de s'appuyer sur une base territoriale et une stratégie économique. Les objectifs militaires de la France au moyen de « frappes » en Irak, même ciblées, sont inefficaces dans la durée. Au lieu de dépenser des millions dans des frappes militaires, il serait plus utile d'aider de manière plus importante les combattants kurdes en Irak et en Syrie, et d'aider l'Irak à reconstruire son armée et son État.

Le terrorisme c'est d'abord une entreprise de la terreur et de conflits

Le terrorisme c'est d'abord une entreprise qui cherche à faire des profits financiers en faisant régner la terreur. Le chiffre d'affaires de Daesh dépasse le milliard de dollars par an. Des mesures internationales doivent être prises pour agir sur les États de la région qui arment et achètent aux groupes terroristes du pétrole, pour agir sur les finances des « émirs » chefs de bandes qui utilisent le terrorisme comme moyen de s'enrichir, et pour agir enfin sur les marchands d'armes qui profitent des trafics.

Parti Communiste Français, le 26 septembre 2014

Sénat : Un groupe communiste et citoyen plus que jamais utile aux populations, aux collectivités territoriales et à la gauche

La majorité sénatoriale repasserait à droite. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour notre peuple. Pire, pour la première fois le FN va siéger au sénat en faisant élire deux sénateurs dans le Var et les Bouches du Rhône. C'est une défaite pour le gouvernement Valls et le Parti socialiste, conséquence du résultat des élections municipales, d'un fort mécontentement populaire et d'une réforme territoriale autoritaire et austéraitaire.

Le PCF se félicite de l'élection de Christine Prunaud dans les Côtes d'Armor et de la réélection de Thierry Foucaud en Seine-maritime. Les candidates et candidats que nous soutenons ont obtenu des résultats en progression dans 16 départements.

Avec 18 élu(e)s au service des territoires et de leurs populations, le groupe Communiste, Républicain et Citoyen, sera plus que jamais utile aux salarié(e)s, aux familles populaires, aux fronts des luttes politiques et sociales sur le terrain comme dans l'hémicycle. Il sera dans l'action au quotidien pour défendre les collectivités locales et leurs moyens que le gouvernement veut amputer de 11 Milliards d'euros. Il sera force de propositions audacieuses pour redresser le pays et redistribuer les richesses avec un rassemblement majoritaire pour une alternative de gauche.

Pour éviter la chronique annoncée des prochaines victoires électorales à droite, il y a urgence à sortir la gauche du chaos et changer fondamentalement de politique. Le PCF est animé d'un seul objectif : Que la gauche retrouve le peuple pour que le peuple retrouve sa gauche.

Congé parental : de qui se moque-t-on ?

A partir d'un réel besoin de réformer le congé parental, le gouvernement met en place une mesure particulièrement injuste : il sera de 18 mois pour chaque conjoint sans augmentation de l'indemnité versée qui s'élève à 566 euros ! Au nom de la réduction des déficits publics, le gouvernement fait des choix austéritaires qui vont frapper de plein fouet les familles et singulièrement les femmes.

Les mêmes, si prompts à prendre en exemple d'autres pays européens pour faire passer la pilule de l'austérité, oublient de dire que celui ou celle qui prend un congé parental perçoit, en Allemagne, 67% de son salaire net et en Suède 80% !

Face à l'inégalité criante des salaires en France, quel père va pouvoir s'arrêter de travailler 18 mois sans conséquences lourdes pour le budget familial ? Utiliser l'aspiration légitime à faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes pour faire des économies sur le dos des familles et pour réduire le temps d'un des parents près de son enfant est scandaleux !

Faire bouger les mentalités passe par une politique sociale digne de ce nom qui ne s'attaque pas au pouvoir d'achat des familles ! Il faut augmenter l'indemnité du congé parental, créer 400 mille places de crèches, mettre en place un véritable service public de la petite enfance et impulser une vraie politique d'égalité professionnelle.

Pour y parvenir, nous avons des solutions : le gouvernement doit avoir le courage politique de s'en prendre aux 25 milliards d'euros annuels de fraude aux cotisations patronales.

Laurence Cohen, responsable nationale du PCF, Droits des femmes/ Féminisme

PLFSS : prenons l'argent ailleurs que dans les poches des familles (Pierre Laurent)

Le président de la République vient de déclarer : « Il n'y a pas de plan d'économie qui soit indolore ». Oui, c'est douloureux pour les classes moyennes et populaires, les femmes, les familles monoparentales, les jeunes couples, à qui le gouvernement impose un plan d'austérité de 21 milliards d'euros sur la protection sociale. Ce choix met en péril la protection sociale à la française, la relance économique, la vitalité et la jeunesse du pays. Le gouvernement suivra-t-il le modèle allemand jusqu'à la chute démographique ? Réduire le congé parental, avec un tel niveau d'inégalités salariale, revient à faire perdre leurs droits aux femmes, sans que cela ne bénéficie au partage des tâches éducatives.

Faire passer la prime de naissance de 923 à 300 euros pour le deuxième enfant, c'est porter un nouveau coup au pouvoir d'achat et influencer négativement sur le taux de natalité français. Cette économie, à court terme, de 250 millions d'euros, est une entrave au redressement économique du pays. Les communistes et leurs parlementaires, en lien avec les associations et mouvements mutualistes, prendront toutes les initiatives pour s'opposer à ces orientations et modifier en profondeur le PLFSS.

Prenons l'argent ailleurs que dans les poches des familles ! Des dizaines de milliards d'euros circulent hors de l'économie réelle, hors des comptes publics, hors des salaires et du pouvoir d'achat. Il est possible de mettre à contribution les énormes revenus financiers à hauteur des salaires, cela dégagerait plus de 70 milliards d'euros. Depuis 20 ans, le cumul des exonérations de cotisations sociales patronales s'élève à 300 milliards d'euros. Le Pacte de responsabilité prévoit 30 milliards d'exonérations sur la seule branche famille. Il faut cesser de priver la sécurité sociale de ces contributions des entreprises.

La fraude aux cotisations des entreprises représente entre 20,1 et 24,9 milliards d'euros selon la Cour des Comptes, elle dépasse le montant du trou de la Sécurité sociale. Pourquoi alors ne pas annoncer le renforcement de la lutte contre la fraude patronale en donnant les moyens humains et financiers aux organismes qui en sont chargés ?

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

PMA : Sarkozy veut inscrire la discrimination dans la Constitution

Dans une interview au Figaro Magazine, Nicolas Sarkozy déclare qu'« il faudra inscrire dans la Constitution des verrous juridiques pour réserver la PMA aux couples hétérosexuels ». En formulant cette proposition, l'ancien Président de la République propose purement et simplement d'inscrire la discrimination dans le marbre de la Constitution française. Cette préconisation montre que Nicolas Sarkozy n'a pas perdu ses bonnes vieilles habitudes, toujours prompt à braconner sur les terres de l'extrême-droite à trois jours de la « Manif Pour Tous » soutenue par toute la galaxie des groupuscules identitaires.

Le PCF soutient, au contraire, l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens. C'est une question d'égalité.

Ian Brossat, responsable des combats LGBT au sein de la direction nationale du PCF

Évacuation des moulins Maurel : La gauche doit choisir le camp des salariés



Nous étions ce matin à Marseille au côté des salariés des moulins Maurel délogés de leur entreprise par des compagnies de CRS. En quelques heures, la situation s'est singulièrement dégradée. Au lieu de créer les conditions d'une poursuite de l'activité aux moulins Maurel en aidant le repreneur potentiel à concrétiser ses intentions, le gouvernement a envoyé la force publique aider la multinationale NutriXo à déménager l'usine. Les salariés, pour préserver les chances de poursuite qui sont tangibles, avaient choisi d'investir le site pour le protéger. Dès ce matin, avec les forces de l'ordre, sont arrivés les dépeceurs qui lorgnent sur le matériel.

Une fois de plus, le gouvernement a choisi son camp, celui de la finance, celui des dividendes contre celui des salariés. On ne saurait se réclamer de la gauche pour mener une telle politique. Nous appelons solennellement le gouvernement à cesser immédiatement cette opération insupportable. Nous appelons tous les hommes et femmes que ce geste révolte à se rassembler au côté des salariés pour gagner cette bataille et à reconstruire une perspective de gauche dans notre pays et en Europe.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Pierre Dharréville, secrétaire départemental du PCF 13

Marseille, le 2 octobre 2014.

A lire



L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier coût du capital



L'INSEE sonne le glas de la politique économique gouvernementale

Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE montre très clairement combien la politique économique gouvernementale conduit sûrement et très directement le pays à la catastrophe. Les analyses et prévisions présentées dans ce document sonne le glas de l'orientation portée par Hollande/Valls et la direction du PS.

Seul le titre, c'est peu dire, n'est pas crépusculaire mais on comprend bien tout au long de la lecture de cette note de conjoncture qu'une "reprise différée" ne pourra s'amorcer qu'avec un changement de politique économique. Si le chemin suivi reste celui de l'austérité, de la baisse drastique de la dépense publique et sociale et d'une aide massive aux patrons sans la moindre contre-partie pour l'emploi, les salaires et l'investissement, aucune amélioration n'est à attendre. Le pire n'est plus à craindre, il est en marche.

L'INSEE conteste, entre les lignes, la sincérité du prochain budget construit sur une prévision de croissance à 1% pour 2015. Or, la note de conjoncture passe, les uns après les autres, l'ensemble des moteurs pour une relance économique effective. Ils sont tous à l'arrêt, en cale sèche. Les 40 milliards du "choc de compétitivité" pour les entreprises se traduiront par...une baisse de l'investissement! Idem pour l'emploi qui poursuivrait, sans changement de politique, à atteindre des niveaux historiques. Tout récemment, l'Unédic prévoit une augmentation de 150 000 chômeurs (catégorie A) d'ici fin 2015. Sans parler de la consommation des ménages totalement anémiée par cette politique qui ne sème que souffrances, inégalités et désolation. Sans fleurs ni couronnes, l'INSEE décortique ce qui nourrit la spirale récessive. N'oublions pas qu'il est question de millions de vies et de l'avenir de nos territoires.

Cette note de conjoncture est une nouvelle alerte sur l'urgence à prendre un autre chemin. Cette alternative doit faire converger, dans le débat et l'action, toutes celles et ceux qui, à gauche, s'opposent à la politique gouvernementale et veulent ensemble construire des solutions progressistes.

Venezuela : Le PCF condamne l'assassinat du député

Robert Serra



Le Parti Communiste Français exprime sa plus ferme condamnation de l'assassinat de Robert Serra, député du Parti socialiste uni du Venezuela, et de sa compagne Maria Herrera. Ce crime odieux, commis avec une grande cruauté, porte la signature des groupes paramilitaires qui agissent au Venezuela en toute complicité avec la droite la plus extrême. Cette crainte est confirmée par les déclarations du Secrétaire général de l'Union des nations d'Amérique du sud, Ernesto Samper, qui parle de "signaux de l'infiltration du para-militarisme colombien".

Le PCF partage la douleur des proches et de la famille du député et de sa compagne, du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) et de l'ensemble des forces progressistes de ce pays qui, une fois de plus, doivent faire face à des actions visant la déstabilisation et l'instauration d'un climat de terreur.

Charles Dobzynski nous a quittés : Hommage à un grand poète de notre temps



Charles Dobzynski est né en 1929 à Varsovie, en France depuis l'enfance. Caché pendant l'occupation, il échappe à la déportation. Poète depuis l'âge de quinze ans (1944), il participe aux combats de la Libération de Paris. A l'initiative d'Elsa Triolet, le Comité National des Écrivains (CNE), ouvre la page que lui réserve Les Lettres françaises aux jeunes poètes. Ainsi, Paul Eluard y présente Charles Dobzynski.

Après la disparition de Rouben Melik, de Pierre Seghers et de Jacques Gaucheron, Charles était sans doute, avec Alain Guérin, un des derniers survivants de ces jeunes poètes que surent distinguer Aragon, Elsa Triolet et Paul Eluard dans les années qui suivirent la Libération. Poète tout au long de sa vie, Charles marie l'engagement et la lucidité, les yeux grand ouverts, sans complaisance aucune pour les crimes du stalinisme, qu'il a dénoncés.

Auteur de nombreux recueils, Charles est reconnu par ses complices en poésie : Président du jury du Prix Guillaume-Apollinaire. Lauréat du prix Max-Jacob en 1992. Membre de l'Académie Mallarmé. Boursier Goncourt de la poésie en 2005. En 1971, Il réalise chez Gallimard « Le miroir d'un peuple, anthologie de la poésie Yiddish », qui révèle au grand public, après des années de travail, la vitalité d'une langue, le trésor d'une culture active en Europe centrale. Charles, magicien des mots, nous laisse une œuvre romanesque et de science-fiction. Inventivité, richesse de langue, et humour corrosif sont la marque de son écriture. Il reçoit en 1986 pour Le commerce des mondes le grand prix de la science-fiction française.

Défricheur universel, passeur de culture, il accomplit un important travail de traducteur et d'adaptateur. Maïakovski et Rainer Maria Rilke, entre autres. Charles est un homme de revues : actif dans le collectif d'Action poétique, Il prend toute sa part à la direction de la prestigieuse revue littéraire Europe, D'abord au côté de Pierre Abraham et de Pierre Gamarra, puis comme directeur lorsque Jean-Baptiste Para en assure la rédaction-en-chef. Au sein de la petite équipe de la revue et de celle des Éditeurs Français Réunis autour de Madeleine Braun, du fait de sa curiosité littéraire attentive aux nouveaux courants de la création, il tient une place importante de conseiller éditorial.

Nous perdons un ami, un camarade dont la haute culture et l'humour s'alliait avec une grande exigence morale. N'oubliant jamais la tragédie de la seconde guerre mondiale. Charles Dobzynski continuera de vivre par son œuvre que les jeunes générations pourront découvrir avec beaucoup de bonheur.

Appel à lutter contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie

Des millions de croyants vont se recueillir et se rassembler aujourd'hui, pour les musulmans, l'Aïd-el-Adha, et pour les juifs Yom Kippour. Nous leur souhaitons respectivement de belles fêtes. A cette occasion, le PCF veut lancer dans toute la société un nouvel appel à lutter contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, à lutter contre tout ce qui divise l'humanité et notre peuple, contre tout ce qui abîme l'humain et sert les intérêts des puissances dominantes. Nous n'acceptons pas l'instrumentalisation des religions par des forces politiques réactionnaires et parfois totalitaires, nous n'acceptons pas la montée d'un affrontement identitaire dévastateur, nous appelons à ouvrir un nouvel âge du vivre ensemble, un nouvel âge de la République où la liberté, l'égalité et la fraternité retrouveront leur sens, un nouvel âge pour la paix et la justice dans le monde.

Plan choc du MEDEF : un million de bobards pour continuer la destruction sociale !

le 24 septembre 2014

Le MEDEF publie aujourd'hui un document de propositions pour « créer un million d'emplois ». Il s'agit en fait d'un véritable programme de gouvernement avec au menu la destruction sociale à tous les étages. Clairement, le MEDEF veut se poser en garant de l'économie.

Les attaques sont d'une gravité inouïe. Derrière la volonté de relancer la croissance et l'investissement, c'est bien une attaque en règle du droit du travail et de l'ensemble des droits sociaux qui est à l'œuvre. Non contents des cadeaux fiscaux du pacte de responsabilité sans contreparties, l'organisation patronale poursuit ses demandes : fin des 35 heures, fin du CDI (remplacé par le contrat dit de projet), démolition de la démocratie sociale dans les entreprises, SMIC variable notamment pour les plus éloignés de l'emploi (les jeunes en particulier), baisse de la fiscalité des entreprises, renforcement de l'apprentissage.

On pourrait se dire : « la crise demande des efforts », « ils ont le mérite de proposer ». Mais n'oublions pas que ces mêmes messieurs qui prétendent se faire les défenseurs de la cause de l'emploi en sont les premiers...responsables ! Avec un taux de chômage record qui ne cesse d'augmenter, des fermetures d'entreprises à la pelle au nom de la course aux dividendes, ils sont les plus mal placés pour donner des leçons ! Des preuves ? 30% de dividendes en hausse pour les actionnaires d'entreprises françaises au deuxième trimestre (record européen), 20 milliards de fraudes aux cotisations patronales en 2012 (rapport de la cour des Comptes). CQFD.

Faut-il rappeler que la destruction du tissu industriel cause la mort des PME et TPE, des filières d'enseignement professionnel ? Le MEDEF préconise tout simplement des vieilles recettes à l'œuvre depuis 30 ans qui n'ont fait qu'augmenter le chômage et la pauvreté.

Ce n'est pas un million d'emplois mais un million de bobards que le MEDEF nous promet ! Seul le gouvernement semble croire aux lubies patronales...

L'économie est une chose trop importante pour la laisser aux actionnaires. Il faut au contraire laisser les jeunes et les travailleurs construire les réponses à nos besoins. A rebours de nouvelles régressions, il faut de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les choix stratégiques des entreprises, dans les contenus de formation. Ce qui nous coûte, c'est le capital et non pas ceux qui créent les richesses !

C'est ce message que les jeunes communistes feront entendre dans les prochaines mobilisations sociales et en interpellant les grandes entreprises qui se gavent sur notre précarité au profit des actionnaires.

Les jeunes veulent prendre en main leur avenir !

La précarité, c'est pas un métier !

Mexique : soutien aux manifestants d'Iguala

Le Parti Communiste Français exprime sa pleine solidarité avec les manifestations populaires qui exigent le respect de la vie des 43 étudiants disparus le 26 septembre dernier à Iguala, dans l'État de Guerrero au Mexique, lors d'une intervention de la police qui a fait 6 morts et une vingtaine de blessés.

Cette intervention d'une grande violence contre le mouvement étudiant du Guerrero fait suite à une série d'attaques lancées par le gouvernement local, attaques menées par des policiers et des groupes de civiles armés qu'on peut qualifier de para-militaires. Ces faits ne peuvent que renforcer les soupçons exprimés par les progressistes mexicains de l'existence de certains liens entre le gouvernement de la ville d'Iguala et des mafias locales.

Le PCF partage la préoccupation des organisations de défense des Droits de l'Homme telles qu'Amnesty international qui ne cessent de dénoncer les exécutions extra-judiciaires et les disparitions forcées qui ont lieu au Mexique sans que les autorités du pays n'interviennent de manière efficace contre les coupables.

Un franco-palestinien emprisonné en Israël ! Libérez Raed !

Israël continue sa politique d'enfermement massif pour détruire le moral du peuple palestinien et briser sa résistance. Lors de la dernière offensive sur Gaza, ce sont presque 2000 arrestations qui ont eu lieu en Cisjordanie, notamment lors de manifestations contre les bombardements, portant le nombre de Palestiniens dans les geôles de l'occupant à environ 6000 !

Après Salah Hamouri, aujourd'hui libre mais qui a passé 7 ans en prison pour « avoir été suspecté de peut-être vouloir attenter à la vie d'un rabbin », c'est au tour de Raed Abubadawia.

Raed Abubadawia est professeur de droit international à l'université de Naplouse et a été arrêté par l'armée israélienne le 21 septembre 2014 dans cette même ville. Il est franco-palestinien et ses trois filles vivent en France.

Le ministère des Affaires étrangères a demandé au consul général d'Haïfa d'aller visiter le prisonnier. Huit jours après son arrestation, la France ne semble pas encore avoir pris des mesures fortes puisque celui-ci vient de voir sa détention prolongée afin que les services militaires israéliens puissent « pousser leur interrogatoire ».

Alors que la mort d'Hervé Gourdel fait la une de tous les médias, très peu ont relayé l'arrestation arbitraire de notre compatriote Raed Abubadawia !

Le Mouvement Jeunes Communistes de France dénonce avec force cette arrestation ainsi que celles de tous les prisonniers politiques palestiniens.

Nous sommes actuellement en train de voir avec nos partenaires comment faire poids face à notre gouvernement afin que celui-ci fasse libérer Raed au plus vite !

Les jeunes communistes se battent quotidiennement pour la libération de la Palestine et la création d'un État Palestinien à travers notre bataille « Agir ici et maintenant ».

Du 10 au 18 octobre, nous interpellons particulièrement les élu(e)s de la République pour qu'ils prennent position sur le conflit et participent à une résolution juste et durable du conflit.

**Mettons fin à l'occupation le plus rapidement possible !
Vive la Palestine libre !**

**Communiqué de la FMJD sur la "coalition internationale"
et le combat contre DAESH le 30 septembre 2014**



Sous le prétexte de lutter contre DAESH la "coalition internationale" bombarde le territoire syrien ces derniers jours. Cependant beaucoup de questions émergent sur la nature et le rôle de ce groupe d'État dirigé par les États-Unis dans le combat contre des groupes fascistes de nature islamiste ainsi que de la capacité des USA de mener un front contre la terreur.

La présence, dans ce groupe d'États de la France; des États-Unis, de la Turquie; et des pays du Golf Arabique qui ont soutenu les fondamentalistes et les groupes fascistes en Syrie par des armes et de l'argent, facilitant la mobilité de nombreux djihadistes de tout le globe vers la Syrie, l'Irak et le Liban fait partie des éléments qui questionnent le bien-fondé de la coalition internationale. Les États-Unis ne sont pas en position de mener une coalition afin de soi-disant contrer DAESH car ils ont été un soutien et un géniteur de groupes fascistes dans le monde entier au cours du 20ème siècle et plus récemment au Venezuela et en Ukraine et ont continuellement essayé de contrôler le Moyen orient comme en témoigne leur soutien sans borne envers l'occupation sioniste de la Palestine, la création de l'État Islamique d'Irak et du Levant constitue une des conséquences de leurs plans d'expansion dans la région.

On ne peut pas faire confiance aux États-Unis non plus pour combattre le DAESH dans la mesure où ce pays qui est à la tête de l'impérialisme a déjà envahi plusieurs pays dans sa "lutte contre le terrorisme" et notamment l'Afghanistan et la Libye dans ces dernières décennies sous ce prétexte fallacieux.

La Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique combat, depuis sa création le fascisme et le système qui en est le créateur: l'impérialisme. Dans notre combat, nous accueillons tous ceux qui souffrent de ce système, nous appelons à l'Union de toutes ces forces afin de former un front international antifasciste et anti-impérialiste qui ne saurait être conduit ou ne saurait collaborer avec les USA.

Combattre l'impérialisme, ses méthodes et ses mesures est la seule manière d'en finir avec l'occupation, la guerre, les interventions militaires et les morts innombrables. Des dangers comme DAESH nécessitent la solidarité populaire et le combat des peuples d'Irak, de Syrie et du Liban ainsi que de toutes les forces internationales qui se battent avec les peuples, contre l'impérialisme. La FMJD et ses organisations membres, qui forment un front depuis 1945 ont toujours suivi cette position, celle d'être des intérêts des peuples et des jeunes.

**Licenciement d'une étudiante pour avoir passé ses
examens**

On connaissait déjà les effets néfastes de McDo sur la santé. On sait désormais que la chaîne étasunienne nuit aussi à la réussite dans les études de ses salariés.

McDo se pose fréquemment en partenaire des étudiants, incités à consommer ses produits et très nombreux à être salariés par cette entreprise. Parfois, le vernis des discours marketing s'écaille et laisse transparaître la véritable nature de la chaîne américaine : celle d'une entreprise capitaliste au comportement prédateur, uniquement intéressée par la maximisation du profit de ses actionnaires.

Selon des informations parues dans divers journaux, une étudiante de 20 ans a été licenciée par le McDo de Lamballe, dans les Côtes d'Armor, pour s'être absentée afin de passer ses examens. L'étudiante avait pourtant prévenu à maintes reprises ses supérieurs hiérarchiques de ses obligations académiques, dès le début de son embauche. Elle a décidé de porter plainte pour licenciement abusif devant les Prud'hommes.



Cette situation inacceptable, met en évidence deux grands problèmes actuels de l'enseignement supérieur français.

Tout d'abord, le caractère inadapté du système actuel de bourses : mal pensé, insuffisamment doté, il rend pour beaucoup d'étudiants le recours au salariat nécessaire, notamment pour les non-boursiers qui n'appartiennent pas pour autant à un milieu aisé. Le fait de travailler pendant ses études met en péril la réussite étudiante. La plupart des jobs étudiants ne correspondent pas aux formations suivies par les étudiants et apportent une expérience professionnelle négligeable.

Deuxièmement, le caractère délétère des politiques menées par la ministre Fioraso qui cherche de plus en plus à impliquer le secteur privé au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les entreprises capitalistes, intéressées uniquement par le taux de profit à court terme qu'elles peuvent retirer d'un investissement, ont une logique incompatible avec l'élévation du niveau de formation et le progrès des connaissances. Elles n'ont à proposer que des formations au rabais et peu qualifiantes au sein de l'enseignement supérieur. Les intérêts immédiats du capital sont incompatibles avec le financement pérenne d'une recherche fondamentale ambitieuse qui puisse drainer de nouvelles innovations scientifiques et technologiques.

C'est pourquoi l'Union des Étudiants Communistes exige la mise en place d'un statut social du jeune travailleur en formation, afin de permettre à tous d'étudier dans de bonnes conditions sans avoir à se salarier chez des entreprises rapaces telles que McDo. L'UEC propose également le renforcement d'un service public national de l'enseignement supérieur et de la recherche qui n'ait pas à dépendre de capitalistes.

La réussite dans les études est une ambition que les étudiants communistes continueront de porter face à un gouvernement soumis aux diktats du patronat.

UNE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE

Dans les régions, les départements une nouvelle fois, après le 3 juin dernier, les retraité-e-s manifestent pour exprimer leur colère et pour défendre leur pouvoir d'achat, à l'appel de huit organisations syndicales.

Pour tous les retraités, c'est l'austérité en raison de l'absence de revalorisation des pensions depuis avril 2013 jusqu'en octobre 2015, la fiscalisation du supplément de 10 % de la pension pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants, la création de la CASA (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie de 0,3 %) pour les retraités imposables, la disparition totale en 2014 de la demi-part fiscale attribuée aux veuves et veufs ayant élevé des enfants. De plus, ces mesures ont rendu nombre de retraité-e-s imposables, ce qui va entraîner d'autres impôts : locaux, TV, CSG réduite de 3,8 % ou entière 6,6 %...

Ces mesures s'ajoutent à l'augmentation de la TVA, de 19,6 à 20 %, alors que les dépenses obligatoires : santé, logement, énergies, alimentation... augmentent fortement.



Pour les riches, c'est toujours plus de fric. Alors même que tous les indicateurs économiques et sociaux sont en berne, attestant de l'iniquité insupportable pour la population, le gouvernement entend poursuivre sa politique ultralibérale : la casse industrielle poursuit son train d'enfer, le chômage et la précarité n'ont jamais été aussi de masse, le pouvoir d'achat des ménages est plombé, 1 million de pauvres de plus depuis 2011 !

Dans le même temps, nous apprenons que les entreprises françaises, plus fort que toutes les entreprises européennes, ont versé des dividendes en hausse de 30% au deuxième

trimestre 2014. Les sociétés du CAC 40 ont décidé de distribuer la moitié de leurs profits en dividendes, soit près de 40 milliards !

Cette gabegie financière qui enfonce encore plus le pays dans la récession/déflation entraînant appauvrissement et régression sociale, prend ses sources dans le plus grand hold-up jamais mis en place depuis la Libération : celui de la Sécurité sociale et de la protection sociale. Le grand patronat tient sa revanche, et cela avec le soutien logistique d'un gouvernement élu en 2012 par une majorité de gauche !

Une mansuétude pernicieuse. Le Premier Ministre propose de relever le minimum vieillesse à 800€ par mois pour une personne vivant seule, soit une augmentation de 8€, ce qui correspond à 0,26€ de plus par jour, ainsi qu'une prime exceptionnelle de 40€ pour les pensions inférieures à 1 200€ par mois. Non seulement, l'insignifiance de ces mesures est une insulte aux 15 millions de retraité-e-s mais elles insinuent insidieusement la division. A partir de 1200 €, tout va bien. Il faut prendre dans la poche de ces riches retraité-e-s pour donner à ceux qui ont moins.

Une des questions au cœur des choix politiques concernant la protection sociale est bien son caractère universel. C'est bien sûr l'objet d'une bataille idéologique féroce avec les forces réactionnaires depuis sa mise en place avec les lois de 1946. Le patronat et la droite n'ont jamais accepté le choix politique concrétisé par Ambroise Croizat.



Ce débat est connu. Mais depuis quelques années, c'est aussi avec tout un courant social-démocrate au nom de ce qu'ils appellent les difficultés financières et économiques que le débat s'engage. Les définitions du mot universalité sont claires. « Caractère de ce qui concerne, implique tous les hommes », « Caractère de ce qui est universel, de ce qui s'étend à un très grand nombre de pays, de civilisations, d'hommes. »

Le caractère universel de la protection sociale renvoie bien à la conception fondamentale. « **Chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins** ». C'est la question structurante de la solidarité ou de l'assistanat. Remettre le caractère universel en cause c'est remettre la conception de la protection sociale en cause. Un des aspects pouvant amener de la confusion est lié à la question de la réduction des inégalités sociales. La protection sociale n'a pas vocation à réduire les inégalités sociales.

C'est la compensation du « coût » de l'enfant, c'est la prise en charge des frais de maladie, c'est le versement d'une pension de retraite en fonction de son activité professionnelle tant en matière de durée que de niveau salarial obtenu. La protection sociale ne réduit pas les inégalités. Cette réduction relève de la politique sociale, d'une politique de réduction des inégalités sociales. C'est un choix d'une politique réellement de gauche de s'attaquer aux inégalités sociales, de les réduire en ayant des mesures inégalitaires pour réduire ces inégalités.

Ce sont aussi la politique de l'augmentation des salaires, celle de l'augmentation du pouvoir d'achat qui sont interrogées par la réduction des inégalités. La politique sociale n'est pas universelle, elle doit être inégalitaire pour réduire les inégalités. Il faut un certain courage politique pour s'attaquer aux inégalités, pour remettre en cause les différences sociales. Cela ne peut se faire que frontalement.

À l'inverse, la protection sociale à la française est basée sur la solidarité qui induit un caractère universel à la différence d'un système assurantiel et individualiste qui aggrave les inégalités.

L'universalité ne cherche pas l'égalité entre les individus, elle traite les individus de manière égalitaire, elle leur restitue de manière solidaire ce qui collectivement a été mis en commun. Faisant ainsi, la protection sociale amortit les crises et en limite les conséquences. La protection sociale ne peut être présentée comme simple régulateur des politiques sociales et correcteur des inégalités sociales créées en amont au cœur même du processus de production. Porter ces deux aspects c'est aussi porter l'universalité de la protection sociale solidaire comme une idée neuve, un concept plus que jamais d'actualité face à la déréglementation européenne et mondiale. Il faut ces remparts sociaux. Dans les actions des retraité-e-s, s'exprime aussi, cette aspiration et cette défense d'un système basé sur l'universalisme qui a fait ses preuves depuis la mise en œuvre des ordonnances d'octobre 1945.

Dans l'immédiat le PCF, avec toutes celles et ceux en lutte pour combattre l'austérité et la casse entend intensifier ses initiatives pour obtenir la fin des exonérations sociales et fiscales, du gel des salaires, prestations sociales et retraites, un rattrapage immédiat de 300€ et une augmentation générale des retraites et pensions avec effet rétroactif au 1er janvier 2014, le financement de l'hôpital public à la hauteur des besoins, une véritable réforme de financement de la sécurité sociale basée sur la cotisation, une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement basée sur une solidarité intergénérationnelle avec un financement à 100% par la sécurité sociale.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

TAFTA NON !

*un danger pour l'emploi, la sécurité alimentaire,
la protection de l'environnement et la démocratie*

Il faut l'arrêter

Les patrons Européens sont heureux. Réunis mi-avril 2014 à Bruxelles au siège du BusinessEurope, ils ont parlé du Traité Transatlantique et ils estiment que « l'Europe telle qu'elle est une chance formidable ». Pourtant, la commission européenne a reconnu que le grand marché transatlantique conduirait à la perte d'emploi en Europe ; d'une part parce que des prestataires privés outre-atlantique auraient accès au secteur public et d'autre part, parce que les entreprises européennes délocaliseraient aux USA où les salaires et les droits sont plus bas. Les investisseurs se protégeraient des obstacles législatifs avec les tribunaux d'arbitrage s'ils estiment que les droits du travail et les droits syndicaux communautaires et des Etats membres ont porté préjudice à leurs bénéfices escomptés.

Nous devons absolument dénoncer la cupidité sans limites et sans frontière des actionnaires des firmes multinationales imposent leur critère de profit devenu énorme, responsable des crises financières, économiques, sociales et écologiques que nous vivons actuellement.

Résister

L'accord aurait des conséquences lourdes sur la vie des citoyens et travailleurs et nous ne savons pas vraiment quelle est la position du gouvernement français puisque le ministre français délégué au commerce extérieur a été changé 5 fois depuis 2012. Les citoyens français doivent donc s'en mêler sérieusement et apprendre à militer avec les Européens et les Etasuniens qui refusent de vivre sous la loi des multinationales. Une initiative citoyenne européenne (ICE) a été déposée pour demander l'abrogation du mandat de négociation du traité Transatlantique et la non approbation du CETA avec le Canada.

Comment les responsables politiques européens en sont arrivés à participer à une guerre économique contre leurs peuples ?

Les règles libérales existaient dans le traité de Rome, mais il y a eu une accélération du libéralisme après la chute du mur de Berlin. A partir de 1990, l'UE va amplifier son inscription dans la mondialisation libérale en mettant toutes ses structures au service des grands groupes financiers et industriels. 4 étapes :

Les années 90 : création du marché unique, la libre circulation des capitaux, l'obligation d'ouvrir les services publics à la concurrence, l'instauration de l'indépendance de la BCE ;

2004-2007 : faire rentrer 10 pays de l'Est avec de faibles salaires pour mettre les salariés en concurrence et détruire les modèles sociaux et les protections du travail, qui sont considérés comme une entrave à la concurrence.

2008 : Gestion des dettes des banques qui sont devenues des dettes publiques d'où les plans d'austérité qui permettent de passer à une étape supérieure du libéralisme.

2013 : traité transatlantique. Une énorme zone de libre-échange qui réduit les obstacles commerciaux comme les droits environnementaux et sociaux, dans l'intérêt des firmes multinationales de part et d'autres de l'Atlantique. Mais aussi qui introduit les services publics et les investissements publics dans le dispositif de libre-échange pour les rendre accessibles à des entreprises transnationales



11 OCTOBRE
journée européenne d'actions
STOP TAFTA

Partout en Europe, dans
toutes les villes

Mobilisation dans votre ville voir :
www.stoptafta.org

Le collectif : Accueil paysan, Agrir pour l'environnement, Aitec-Ipam, Les Alternatifs, Alternative libertaire, Amis de la confédération paysanne, Amis de la Terre, Assemblée des Citoyens du Monde, Attac, CADTM France, CGT, Cedetim, Collbrts, Collectif citoyen les engraineurs, Collectif des associations citoyennes, Collectif Roosevelt, Confédération paysanne, Convergence citoyenne pour la transition énergétique, Convergences et alternative, Copernic, Economistes atterrés, Ecologie sans frontières, Ensemble, Europe écologie les verts, Faucheurs volontaires, Fédération Nationale Accueil Paysan, Fédération Nature & Progrès, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Fondation sciences citoyennes, France Amérique Latine, France Nature Environnement, FSU, GAIA SOS planète en danger, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, Générations futures, Gollas, Idle no More France, Jeunes écologistes, Les amis du Monde Diplomatique, Mémoire des luttes, Mouvement de la paix, Mouvement des objecteurs de croissance, MPEP, MRAP, MRJC, Nature & Progrès, Nouvelle Donne, NPA, la Nouvelle école écologiste, Objectif transition, OGM Dangers, Parti de gauche, Parti pour la décroissance, Peuples Solidaires, PCF, PCOF, Réseau action climat, Réelle démocratie maintenant (Indigne-e-s), Réseau d'éducation populaire, Réseau environnement santé, Réseau semences paysannes, collectif Semons la biodiversité, Union syndicale Solidaires, Solidaires douanes, Syndicat national des arts vivants, UFISC, Utopia.

Deux logiques qui s'affrontent

C'est soit le productivisme avec la marchandisation de l'être humain et de tout ce qui l'entoure, c'est-à-dire l'aliénation la plus totale et la fin de l'idée de progrès ou c'est l'émancipation humaine dans le respect des biens communs de l'humanité avec vigilance sur les équilibres naturels pour toutes les productions que nous engageons.

Il n'y a aucun automatisme, ni dans un sens, ni dans l'autre. Le progrès n'est pas un don du ciel, c'est un combat.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

FREE BARGHOUTH

L'assemblée des Nations Unies avait déclaré 2014 Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien et ce fut l'une des années les plus meurtrières pour ce peuple qui depuis plus de 60 ans n'obtient pas Justice.

Sous les yeux de la communauté internationale, l'agression israélienne a fait 2147 victimes (dont 81% de civils selon l'ONU et 504 enfants), plus de 10.000 blessés, pour certains amputés, handicapés à vie, plus de 400 000 personnes déplacées, des dizaines de milliers de bâtiments détruits ou endommagés, commis des crimes de guerre. 2000 nouveaux prisonniers portent à 7000 le nombre total de prisonniers politiques palestiniens.

Partout dans le monde la société civile a dénoncé la barbarie dont étaient victimes les habitants de Gaza, pris au piège dans cette bande de terre soumise depuis 2006 à un blocus criminel et illégal.

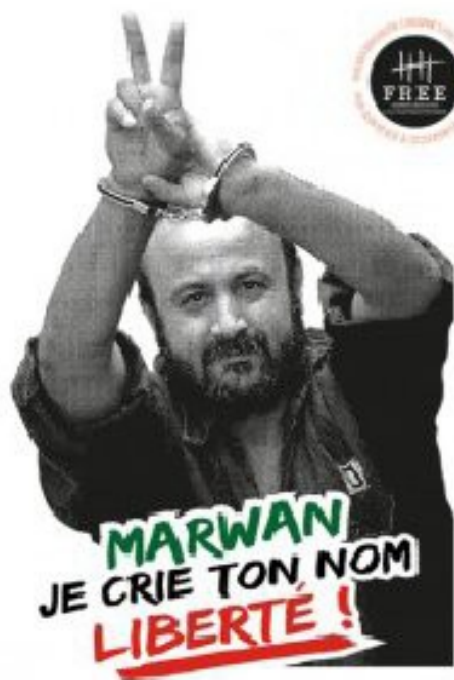
Ce 27 septembre, le président de l'État de Palestine, Mahmoud Abbas a déclaré : « L'avenir que propose Israël pour le peuple palestinien est, au mieux, de vivre dans des ghettos isolés sur des terres fragmentées, sans frontières et sans souveraineté sur l'espace aérien, l'eau et les ressources naturelles », il a précisé que la Palestine n'abandonnera pas son droit à jouir de ses droits à un état, à recourir aux institutions pénales internationales afin de se défendre contre l'occupation israélienne.

Dans toute la France, les communistes et leurs parlementaires ont participé aux nombreuses initiatives, pour interpeller le gouvernement français afin de mettre fin à ses positions indignes, en désaccord avec l'opinion du peuple français. Nous continuerons à faire pression sur le gouvernement français, sur l'Union européenne.

Le Parti communiste a signé dans le cadre du Collectif national pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens, l'appel pour la campagne internationale BDS [Boycott, Désinvestissement, Sanctions], campagne initiée en 2005 par 172 organisations palestiniennes.

Nous devons utiliser tous les termes de cette campagne en intervenant auprès des institutions, auprès des parlementaires pour exiger:

- La reconnaissance par la France de la Palestine comme le 194^e État des Nations-Unies, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, au côté d'un état d'Israël .
- Le droit au retour des réfugiés sur la base de la résolution 194 de l'ONU, et la libération de tous les prisonniers politiques, hommes, femmes et enfants,...
- La suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël, conformément à l'article 2 qui impose aux deux parties de « respecter les Droits de l'Homme » et le désengagement de toutes coopérations complices avec l'entreprise coloniale israélienne.
- La poursuite des auteurs de crimes de guerre selon les dispositions du droit international et des Nations Unies.
- L'impunité d'Israël doit cesser. Le gouvernement Français doit prendre enfin des positions claires et conformes au droit international



CAMPAGNE INTERNATIONALE DE LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS

PCF FRONT DE GAUCHE

CONVERGENCE PALESTINE

Après une semaine de mobilisation dans nos régions, dans nos villes nous nous retrouverons à PARIS le 18 octobre

ENSEMBLE NOUS DIRONS : ÇA SUFFIT ! BASTA !

Une fois de plus l'Etat d'Israël bafoue les règles du droit international et humanitaire et les droits humains les plus élémentaires. Avec l'agression contre la population palestinienne de Gaza, il a dépassé les limites.

L'IMPUNITE GARANTIE... C'EST UN FEU VERT AUX CRIMINELS DE GUERRE

Ces violations sans limites du droit international ne seraient pas possibles sans l'impunité dont bénéficie Israël depuis des décennies.

Les bonnes paroles de nos gouvernants ne suffisent pas. Les larges secteurs de l'opinion qui se sont mobilisés cet été attendent des actes politiques concrets :

Il faut obtenir sans délai la levée du blocus de Gaza et, au-delà, la fin de la colonisation et de l'occupation.

Pour cela, la France doit

➤ **SANCTIONNER L'ETAT D'ISRAEL**

o Mettre l'embargo sur les armes et cesser toute coopération militaire avec Israël

o Interdire l'entrée des produits des colonies et toute relation d'affaires profitant à la colonisation

o Faire suspendre l'accord d'association UE-Israël

➤ **RECONNAITRE L'ETAT DE PALESTINE**

Notre pays doit aussi engager des poursuites contre les Français auteurs ou complices de crimes de guerre lors des opérations contre la population palestinienne.

C'est pour porter ces exigences que dans la suite de nos mobilisations locales, nous convergerons sur Paris le 18 octobre.

Organisateurs : AFD International - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5^e arrt (CJPP5) – Confédération Générale du Travail (CGT) – Droit-Solidarité - Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Unitaire (GU) - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix – Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) – Syndicat National des Enseignements de Second degré (SNES) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union syndicale Solidaires - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)

HOLLANDE – VALLS – SARKOZY

IL N'EST PIRE SOURDS QUE CEUX QUI NE VEULENT PAS ENTENDRE

Le changement sans changement

France-Télévision a, ces derniers jours, déroulé ses tapis rouges. D'abord à François Hollande qui s'est livré, deux heures durant, à un exercice médiatique sans ouvrir aucune perspective positive pour les Français. Puis, à Nicolas Sarkozy qui, ne changeant que de costume, dévoile son programme : la même chose que Valls, un peu plus, un peu moins. Enfin, on a eu droit à François Bayrou qui désigne le responsable des maux de la société : le Code du travail ! Ils sont tous d'accord : **moins de dépense publique, moins de services, moins de salaires, moins de protections... moins de tout sauf de profits pour les actionnaires.** Ce sont ces recettes austéritaires qui, appliquées depuis plusieurs années, ont conduit la France, l'Europe et le Monde dans le mur.

La colère gronde

Face à l'insupportable pression sur l'emploi et les conditions de vie, de nombreux salariés de secteurs différents se mobilisent, cette semaine, pour faire entendre leurs revendications. **Le monde de la santé et les hospitaliers se rassemblent** contre les plans dits de modernisation, en fait un train d'économies sur le dos des malades et des agents. **Les volaillers bretons de Tilly-Sabco**, après ceux de Doux, sont en lutte contre la disparition de leur entreprise programmée par l'Europe. **Les personnels des Chambres de Commerce et d'Industrie** étaient en grève contre les annonces du Ministre de l'Économie Emmanuel Macron dont les mesures supprimeraient 7000 emplois sur 26 000. **Les salariés de Tobacco** protestent contre un plan de licenciements et une délocalisation partielle en Pologne de l'entreprise qui fait pourtant 576 millions de bénéfices annuels. **Les légumiers bretons**, excédés par le massacre de la filière agricole, ont incendié le centre des impôts de Morlaix.

Les pilotes d'Air France s'opposent au capital humain de leur entreprise pressuré par le capital financier : 10 000 postes supprimés en trois ans, salaires en baisse, temps de travail en hausse, via la filiale Transavia et des délocalisations prévisibles avec le développement de Transavia Europe et des contrats calqués sur des droits sociaux minorés en vigueur dans les pays concernés. Seul le salaire du Pdg ne baisse pas : 900 000 euros par an. Ils réclament « pas de low cost pour les personnels d'Air France. CDI pour tous » c'est à dire une sécurisation de leur emploi. Ils disent que ce sont les politiques d'austérité qui font que les gens n'ont pas les moyens de voyager et que les économies doivent concerner le coût du capital pas le travail.

Sans parler de tous ceux qu'on entend pas mais chez qui la colère gronde ainsi que l'exigence d'autres choix.

La peur doit vite changer de camp

La colère est d'autant plus grande que des solutions et des forces existent pour une autre politique. Le temps est venu pour tous ceux qui refusent ce cap suicidaire d'entrer en action, de débattre et d'agir en commun, de rassembler la gauche et le peuple pour construire une autre politique. Avec les millions de Français qui se sentent aujourd'hui trahis par les choix gouvernementaux, des fronts larges d'action et de solutions doivent maintenant se constituer partout dans le pays pour la relance sociale, la justice fiscale, la lutte contre les gâchis de la finance, les créations d'emplois utiles aux services publics, au logement, à l'industrie et à la transition écologique, et pour la refondation démocratique de la République. Le Parti communiste français, avec le Front de gauche, va s'atteler à renforcer ses efforts de rassemblement sur des solutions alternatives à gauche comme il s'y emploie depuis plusieurs semaines maintenant.

**SALAIRES BLOQUES
EMPLOIS SUPPRIMES
PERSONNELS MEPRISÉS**

+ D'ARGENT POUR LA SECU

**MANIFESTATION NATIONALE
Jeudi 16 octobre**

A l'appel des organisations syndicales



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :

INTERMITTENTS

UNE LUTTE JUSTIFIÉE

Le gouvernement d'Hollande et Valls, tout au service du MEDEF, a commis l'inqualifiable : il a agréé un accord sur l'assurance chômage qui va considérablement aggraver la précarité et les droits sociaux des artistes et des techniciens du spectacle. Notre solidarité active avec les intermittents continue d'exiger une véritable négociation revenant sur les exigences imposées par le MEDEF et qui se ferait sur la base des propositions du comité de suivi.



Le président du Medef M. Gattaz continue à vouloir imposer sa loi pour piétiner le travail de celles et ceux qui participent à faire vivre l'art et la culture en France. Management, performance, formatage et rentabilité, voilà à quoi le Medef veut réduire la culture !

Pour le Medef et le gouvernement, il y a trop de droits sociaux, trop de service public, trop de culture, trop de tout sauf de profits pour les actionnaires.

C'est tout le salariat précaire, au chômage partiel ou total qui est dans l'œil du cyclone : le combat des intermittents ne relève pas de la défense d'avantages particuliers comme patronat et gouvernement tentent de le faire croire, mais bien de la défense d'un régime adapté à l'emploi discontinu.

« Les intermittents ne sont pas une réserve d'Indiens, car les en défendant leurs droits, ils et elles ne défendent pas une exception mais un modèle dont ils sont l'avant garde et le bras armé : un modèle pour les 1,7 million de chômeurs en « activité réduite » qui cumulent emploi et chômage, pour les 3,3 millions de chômeurs, pour les millions de chômeurs non recensés »

Depuis mars et tous l'été par des grèves, des manifestations, des occupations de lieux symboliques, ils et elles luttent pour leur droits, pour leur art, pour pouvoir l'exercer dignement, leur lutte c'est celles de l'ensemble du salariat.

Malgré la désinformation distillée par le patronat, relayée par les économistes libéraux qui monopolisent les médias, le public en particulier lors des festivals de l'été, a marqué sa solidarité active.

Par leur lutte ils et elles ont contraint le gouvernement à initier une concertation pour une «refonte» des annexes 8 et 10 (salariés intermittents du spectacle).

Parce que nous savons à quel point la continuité de revenu pour des emplois discontinus est un enjeu majeur pour les artistes, pour la création, nous exprimons notre solidarité active pour :

- combattre la convention issue de l'accord déloyal du 22 mars 2014,
- exiger une véritable négociation avec le temps du débat nécessaire avec les intermittents et leurs représentants syndicaux, prenant en compte les propositions du comité de suivi et revenant sur les exigences imposées par le MEDEF.

La lutte des intermittents constitue la pointe avancée pour la culture et pour une assurance chômage mutualiste qui protège, par une garantie de salaire, tous les salariés précaires, intérimaires et chômeurs.



PLF 2015: les étudiants n'en peuvent plus d'avalier des couleuvres

Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du Budget, ont présenté ce matin le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2015.

Contrairement aux attentes des étudiants et aux besoins du pays, la partie Enseignement Supérieur et Recherche ne connaît toujours pas de réajustement budgétaire. Au contraire, le gouvernement prévoit une baisse supplémentaire de 30 millions d'euros dans le budget de l'Enseignement Supérieur et la Recherche pour 2015. Ceci, alors même que les étudiants ressentent des difficultés de plus en plus grandes pour réussir avec la faillite de leurs établissements : locaux dégradés, postes de professeurs supprimés, sur-effectifs dans les amphis et les TD, filières fermées ou menacées, la liste des conséquences de l'austérité est bien trop grande.

Hier encore, plus de 300 étudiants étaient mobilisés en assemblée générale à Clermont-Ferrand pour dénoncer la fermeture des bibliothèques universitaires et la suppression de 150 postes d'enseignants et de personnels. La semaine prochaine, c'est à Versailles Saint Quentin et dans bien d'autres établissements que les étudiants se réuniront.

Alors qu'un nouveau rapport de l'APEC vient d'annoncer que le chômage des jeunes diplômés (bac +5) est aujourd'hui de 37% un an après l'obtention du diplôme, il est clair que les politiques gouvernementales sont un échec. En effet, on ne peut pas parler de réussite étudiante comme priorité gouvernementale avec un budget pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche équivalent à seulement 1,5% du PIB. La France est ainsi en dessous de la moyenne européenne et des pays de l'OCDE. C'est donc de modifications structurelles importantes dont le pays a besoin pour la jeunesse et l'enseignement supérieur.

Les alternatives sont nombreuses pour en venir de façon immédiate à un budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ambitieux et permettant la réussite du pays :

- Le transfert du budget du Crédit Impôts Recherches (CIR) équivalent à 6 Milliards d'euros vers le service public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et l'unification de ce service public.

- La fin des financements des projets de l'ANR et d'Horizon 2020 au profit de projets globaux, au service de la jeunesse, de l'emploi et d'une recherche permettant la reconstruction économique et industrielle du pays.

Les étudiants n'en peuvent plus d'avalier des couleuvres. Ce budget va dans le sens des intérêts de la classe dominante, de la finance et du patronat, pas dans les intérêts de classe des salariés, de la jeunesse, de l'immense majorité des habitants du pays. Avec des dizaines d'associations étudiantes locales et nationales, les étudiants communistes répondront à ce budget d'austérité avec un référendum national contre l'austérité la semaine du 17 novembre. Il est temps de prendre notre avenir en main.

« Yes means yes » : adoption d'une loi anti-viol aux États-Unis

1 octobre 2014

L'état de Californie vient d'adopter une nouvelle loi visant à lutter contre les viols et toutes les formes d'agressions sexuelles sur les campus.

Le nom de cette loi est explicite : « Yes means yes », « oui c'est oui ». Ce texte instaure l'obligation pour les étudiants et les étudiantes dans ces universités d'exprimer avant toute relation sexuelle "leur accord explicite, conscient et volontaire." Une absence de « non » ne veut pas dire le consentement, il n'est impossible de dire « non » lorsque l'on est endormi(e) ou sous les effets de drogues, d'alcool ou de médicaments.

Cette loi veut répondre à une situation extrêmement grave sur les campus américains. Il est estimé qu'une femme sur cinq a été sexuellement agressée durant ses années universitaires. Seules 12% de ces agressions sont signalées et seule une partie des agresseurs est punie. Dans un discours prononcé début septembre, Barack Obama avait fait des viols sur les campus l'une de ses priorités.

Cette loi marque une prise de conscience de la situation.

En France aussi la situation est très grave, et beaucoup d'étudiantes subissent des agressions inadmissibles. Il est temps d'avoir des lois protégeant les étudiantes contre toutes les formes d'agressions sexuelles. L'Union des Étudiants Communistes apporte son soutien à toutes les mesures allant dans le sens de l'égalité, du respect des droits et de la protection des femmes. Nous réaffirmons le droit total et inaliénable des femmes à maîtriser leurs corps quelle que soit la situation et nous mènerons partout la bataille pour l'égalité et la justice.

Réforme de la taxe d'apprentissage : le gouvernement empêche les jeunes de réussir ! (UEC)

Dans la dernière loi de finance rectificative du 8 août 2014, un coup fort a été porté aux collèges, lycées et universités avec la baisse de leur barème dans la taxe d'apprentissage qui entraîne la baisse de budget de 50 millions d'euros pour l'ensemble de ces établissements.

Pire encore, le nouveau taux de répartition de ce barème entre les différents niveaux de formation lèse les formations post-bac, ce changement fut confirmé par le décret du 29 août dernier. La redéfinition de la taxe d'apprentissage est inscrite dans la loi. Pour les universités, l'inquiétude est grande, car les pourcentages du barème sont très variables d'un établissement à l'autre, mais "on craint une érosion d'un quart à la moitié des sommes versées", s'inquiète Alain Fayolle, vice-président Formation tout au long de la vie à l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne, et vice-président des directeurs de formation continue universitaire.

Ainsi il est nécessaire pour les structures d'Enseignement Supérieur et de la Recherche de trouver de nouveaux moyens financiers pour fonctionner correctement. Elles se tournent donc encore plus vers les entreprises pour se financer et se tournent vers les régions qui répartissent maintenant plus de la moitié (51%) des sommes versées aux structures de formation.

C'est l'occasion pour les entreprises de rentrer d'autant plus dans les universités, le risque est grand de voir la qualité de nos formations baissées au profit des intérêts privés et de la rentabilité immédiate.

Le développement de l'apprentissage, nécessaire pour que chacun puisse se former au métier qu'il a choisi, ne doit en aucun cas se faire en baissant les budgets de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Bien au contraire, tous les jeunes doivent avoir les moyens de se former dans les meilleures conditions, pour cela chaque établissement doit avoir les moyens suffisants pour fonctionner.

Un réinvestissement majeur de l'État dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche est aujourd'hui une nécessité criante. Les six milliards alloués au Crédit Impôt Recherche, inutile et inefficace, doivent être investis dans les structures de formation.

Le gouvernement doit arrêter de baisser les budgets indéfiniment, mais doit enfin faire confiance à l'Université et à la jeunesse !

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

